



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AVEYRON

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°12-2020-027

PUBLIÉ LE 23 MARS 2020

# Sommaire

## Préfecture Aveyron

12-2020-03-23-002 - Arrêté d'interdiction d'emprunter le chemin de ST Jacques de  
Compostelle (3 pages)

Page 3

Préfecture Aveyron

12-2020-03-23-002

Arrêté d'interdiction d'emprunter le chemin de ST Jacques  
de Compostelle

*interdiction emprunter chemin ST Jacques Compostelle*



PRÉFET DE L'AVEYRON

**PRÉFECTURE**

Direction  
des Services du Cabinet

Service des sécurités

Bureau de la Sécurité Intérieure

Arrêté n° **2020-083** du **23 mars 2020**

Objet : Interdiction d'emprunter le chemin de Saint-Jacques de Compostelle

---

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON  
*Chevalier de la Légion d'honneur*

- VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-1 et L.2212-2 et suivants concernant les pouvoirs de police du maire ;
- VU** le code pénal ;
- VU** l'article L. 3131-1 du code de la santé publique ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du Président de la République en date du 8 décembre 2017 nommant Madame Catherine Sarlandie de La Robertie, préfète de l'Aveyron ;
- VU** le décret du Premier Ministre en date du 16 mars 2020 portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus Covid-19
- VU** la déclaration de l'Organisation mondiale de la santé en date du 9 mars 2020 relative à l'émergence du Covid-19 ;
- CONSIDÉRANT** que le Président de la République a annoncé le 16 mars 2020, des mesures pour réduire les contacts et déplacements au strict minimum sur l'ensemble du territoire à compter du mardi 17 mars à 12h00 ;
- CONSIDÉRANT** la situation sanitaire nationale et le risque fort de propagation du virus dans le département ;
- VU** l'urgence ;
- SUR PROPOSITION** du Directeur des services du Cabinet ;

1/3

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : Est interdit, jusqu'au 31 mars 2020, d'emprunter le chemin de Saint-Jacques de Compostelle qui traverse les communes suivantes :

- SAINT-CHELY-D'AUBRAC,
- CASTELNAU-DE-MANDAILLES,
- SAINT-COME-D'OLT,
- ESPALION,
- BESSUEJOULS,
- SEBRAZAC,
- ESTAING,
- GOLINHAC,
- ESPEYRAC,
- SENERGUES,
- CONQUES-EN-ROUERGUE,
- FIRMI,
- AUBIN,
- DECAZEVILLE,
- LIVINHAC-LE-HAUT.

**Article 2** : La présente décision peut être contestée selon les voies de recours et dans les délais mentionnés ci-dessous <sup>1</sup>.

**Article 2** : La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aveyron,  
Les Sous-Préfets de Millau et de Villefranche-de-Rouergue,  
Le Directeur départemental de la Sécurité Publique,  
Le Colonel, commandant le Groupement de gendarmerie départementale de l'Aveyron,  
Mesdames et Messieurs les Maires des communes de SAINT-CHELY-D'AUBRAC,  
CASTELNAU-DE-MANDAILLES, SAINT-COME-D'OLT, ESPALION, BESSUEJOULS, SEBRAZAC,  
ESTAING, GOLINHAC, ESPEYRAC, SENERGUES, CONQUES-EN-ROUERGUE, FIRMI, AUBIN,  
DECAZEVILLE et LIVINHAC-LE-HAUT.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Aveyron.

La Préfète,

Catherine Sarlandie de La Robertie

---

<sup>1</sup> Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- **un recours gracieux**, adressé à  
Madame la Préfète de l'Aveyron  
Direction des services du Cabinet  
Service des Sécurités  
Bureau de la sécurité intérieure  
CS 73114  
12031 RODEZ CEDEX 9
- **un recours hiérarchique**, adressé à  
Monsieur le Ministre de l'Intérieur  
Place Beauvau  
75800 PARIS CEDEX 08
- **un recours contentieux**, adressé au  
Tribunal Administratif de TOULOUSE  
68 rue Raymond IV  
31000 TOULOUSE.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).